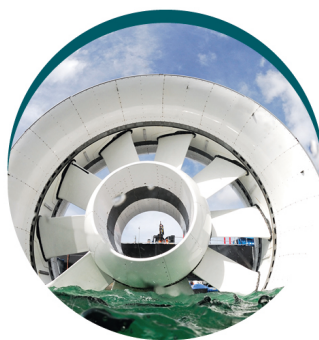


FACTEUR 4 **PLU**

Pour une métropole plus durable



PLAN LOCAL D'URBANISME DE BREST MÉTROPOLE

5. ANNEXES - VOLUME 2

Plan de prévention des risques technologiques autour de
l'établissement Stockbrest à Brest



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Arrêté du 23 février 2026

**approuvant la modification du « plan de prévention des risques technologiques
autour des établissements PRIMAGAZ CGPP (ex IMPORGAL) et STOCKBREST »,
devenant « plan de prévention des risques technologiques autour de l'établissement
STOCKBREST », sur la commune de BREST**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le décret n°2017-780 du 05 mai 2017 relatif aux plans de prévention des risques technologiques ;
- VU** le décret n° 2025-1325 du 26 décembre 2025 simplifiant les procédures relatives aux plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers et relatif à la vigilance en matière météorologique ;
- VU** le code de l'urbanisme ;
- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515.25 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;
- VU** l'article L. 515-22-1-II du Code de l'environnement encadrant la procédure de modification simplifiée d'un PPRT ;
- VU** l'article R. 122-17-II du Code de l'environnement, relatif aux plans, schémas, programmes et autres documents de planification susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis Le Franc en qualité de Préfet du Finistère ;

1/6

- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnés à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;
- VU** les arrêtés préfectoraux réglementant l'activité des installations de la société CGP PRIMAGAZ à Brest, autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans le stockage et la distribution de gaz combustibles liquéfiés (propane et butane) sur la zone industrielle portuaire de Brest ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2017 autorisant le changement d'exploitant de la société IMPORGAL au profit de la société CGP PRIMAGAZ ;
- VU** les arrêtés préfectoraux réglementant l'activité des installations de la société STOCKBREST à Brest, autorisée à exploiter deux sites, STOCKBREST 1 et STOCKBREST 2, de stockage d'essence, de fuel et de gasoil sur la zone industrielle portuaire de Brest ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2017039-0001 du 08 février 2017 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des établissements IMPORGAL et STOCKBREST ;
- VU** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- VU** le courrier du 27 juin 2024 par lequel l'entreprise CGP PRIMAGAZ notifie à Monsieur le préfet du Finistère la cessation définitive de son activité de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié (GPL) qu'elle exploite sur la commune de Brest ;
- VU** le rapport du 18 octobre 2024 de l'Inspection des installations classées relatif à la visite de contrôle du 30 septembre 2024 au cours de laquelle la suppression du risque et la mise en sécurité des installations de stockage et de transport de GPL de la société CGP PRIMAGAZ ont été constatées ;
- VU** la décision du 07 mai 2025 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne selon laquelle, après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, le projet de modification du PPRT de Brest n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- VU** le rapport des services instructeurs du 23 mai 2025 proposant la modification du PPRT

2/6

de Brest ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 27 juin 2025 prescrivant la modification simplifiée du plan de prévention des risques technologiques autour des établissements PRIMAGAZ CGPP (ex IMPORGAL) et STOCKBREST sur la commune de BREST ;
- VU** le retour des personnes et organismes associés sur les documents présentés dans le cadre du projet de modification du PPRT de BREST ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2025 portant ouverture d'une période de consultation du public par voie électronique, du 15 décembre 2025 au 05 janvier 2026 inclus, en application de l'article L. 123-19-2-II du code de l'environnement ;
- VU** le bilan du 07 janvier 2026 de la consultation du public, faisant état d'une absence d'observation ;
- VU** le rapport des services instructeurs du 16 février 2026 proposant l'approbation de la modification du PPRT de Brest ;

CONSIDÉRANT la cessation définitive des activités exercées par l'établissement CGP PRIMAGAZ sur la commune de Brest et, en conséquence, la suppression pérenne du risque associé au fonctionnement de ses installations , ainsi qu'une réduction significative des zones d'effets et du périmètre d'exposition aux risques du PPRT susvisé ;

CONSIDÉRANT la procédure de modification simplifiée du PPRT, mise en œuvre dans les conditions de l'article L. 515-22-1 II du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les avis recueillis sur le projet de modification de PPRT ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère.

ARRÊTE

3/6

ARTICLE 1er : APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PPRT

La modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour des dépôts STOCKBREST 1 et STOCKBREST 2, exploités par la société STOCKBREST, annexée au présent arrêté, est approuvée.

L'arrêté préfectoral n° 2017039-0001 du 08 février 2017 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des établissements PRIMAGAZ CGPP (ex IMPORGAL) et STOCKBREST, est abrogé.

Le dossier de plan de prévention des risques technologiques modifié est tenu à la disposition du public en mairie de Brest, à la préfecture du Finistère et à la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, aux jours ouvrables et heures d'ouverture de leurs bureaux respectifs.

Il est également consultable sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère : www.finistere.gouv.fr dans la rubrique Information des acquéreurs et locataires (IAL).

ARTICLE 2 : CONTENU DU PLAN

Le plan de prévention des risques technologiques modifié comprend :

1° Des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;

2° Un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :

a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées à l'article L. 515-16-1 du code de l'environnement ;

b) Les mesures de protection des populations prévues à l'article L. 515-16-2 du code de l'environnement.

c) Les recommandations formulées en application de l'article L. 515-16-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le plan de prévention des risques technologiques associé aux dépôts STOCKBREST 1 et STOCKBREST 2, exploités par la société STOCKBREST, vaut servitude d'utilité publique.

La commune de BREST doit annexer le plan modifié à son document d'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES

4/6

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés suivants :

- La société PRIMAGAZ

Adresse du siège social : COEUR DEFENSE TOUR B 110 ESPLANADE CHARLES DE GAULLE
92000 NANTERRE

Adresse du dépôt : ZI PORTUAIRE BP 452 RUE MONJARET DE KERJEGU 29200 BREST

- La société STOCKBREST

Adresse du siège social (et adresse du dépôt) : ZI PORTUAIRE SAINT MARC RUE ALAIN COLAS
29200 BREST

- Le maire de la commune de Brest ou son représentant ;
- Le président de la commission de suivi de site ou son représentant ;
- Le président du conseil régional de Bretagne ou son représentant ;
- Le président du conseil départemental du Finistère ou son représentant ;
- Le président de Brest Métropole ou son représentant ;
- Le directeur interdépartemental des routes de l'Ouest ou son représentant.

ARTICLE 5 : MESURES DE PUBLICITÉ ET NOTIFICATION

Un exemplaire du présent arrêté sera notifié aux personnes et organismes associés, définis à l'article 4 du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le Finistère .

Il sera également consultable sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère:
<https://www.finistere.gouv.fr>.

ARTICLE 6 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet du Finistère ou d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, dans un délai d'un mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité ou de notification prévues à l'article 5 du présent arrêté.

L'absence de réponse de l'administration, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, fait naître une décision implicite de rejet qui peut, elle-même, être déférée au tribunal administratif de Rennes, dans le même délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité ou de notification prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, dans le même délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité ou de notification prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi d'une requête déposée sur l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 7 : EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de Brest, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne, le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) du Finistère, le maire de la commune de Brest, le président de Brest métropole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

QUIMPER, le 23 février 2026

Le Préfet,

Signé

Louis LE FRANC



PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) modifié DE BREST

Entreprise TEPSA STOCKBREST

Pièce 1 - Règlement

Février 2026

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne

Sommaire

TITRE I - PORTÉE DU PPRT - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
Article 1 - Objectifs d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).....	5
Article 2 - Champ d'application du règlement du présent PPRT.....	5
Article 3 - Effets du PPRT – Servitudes d'utilité publique.....	6
Article 4 - Principes généraux.....	7
Article 5 - Portée du règlement.....	8
Article 6 - Niveaux d'aléas.....	8
Article 7 - Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation des zones réglementées.....	8
Article 8 - Révision et abrogation du PPRT.....	8
Article 9 - Outils de maîtrise foncière (hors DPM).....	9
Article 10 - Outils de maîtrise foncière (sur le DPM).....	9
Article 11 - Prescriptions ou recommandations concernant les mesures de protection des populations à réaliser sur les bâtiments.....	10
Article 12 - Projet et étude préalable.....	11
TITRE II - RÈGLES RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS, CONDITIONS D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION PAR ZONE.....	12
Article R - ZONE « R » : zone à vocation d'interdiction stricte.....	13
R 1 Caractère de la zone et types d'effets.....	13
R 2 Constructions nouvelles ou extensions.....	14
R 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination.....	14
R 4 Projet et étude préalable.....	15
R 5 Mesures foncières applicables aux constructions existantes.....	15
R 6 Occupation des espaces publics.....	16
Article r - ZONE « r » : zone à vocation d'interdiction sous réserve.....	17
r 1. Caractère de la zone et types d'effets.....	17
r 2. Constructions nouvelles ou extensions.....	18
r 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination.....	19
r 4. Projet et étude préalable.....	20
r 5. Mesures foncières applicables aux constructions existantes.....	20
r 6. Occupation des espaces publics.....	20
Article B - ZONE « B » : zone d'autorisation sous réserve.....	21
B 1 Caractère de la zone et types d'effets.....	21
B 2 Constructions nouvelles ou extensions.....	22
B 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination.....	22
B 4 Projet et étude préalable.....	23
B 5 Mesures foncières.....	23
B 6 Occupation des espaces publics.....	23
Article b - ZONE « b » : zone d'autorisation limitée.....	25
b 1 Caractère de la zone et types d'effets.....	25

Plan de Prévention des Risques Technologiques modifié de BREST
Entreprise TEPSA STOCKBREST - Règlement

b 2 Constructions nouvelles ou extensions.....	26
b 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination.....	26
b 4 Projet et étude préalable.....	27
b 5 Mesures foncières.....	27
b 6 Occupation des espaces publics.....	27
Article G - ZONE « grise » - Emprise du site à l'origine du risque technologique.....	29
G 1 Définition.....	29
G 2 Sont interdits.....	29
G 3 Sont autorisés.....	29
G 4 Sont recommandés.....	29
G 5 Conditions générales d'utilisation et d'exploitation.....	29
TITRE III - INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE.....	30
Article 1 - Définition.....	31
Article 2 - Prescriptions et recommandations relatives aux transports urbains.....	32
Article 3 - Prescriptions relatives aux transports ferroviaires.....	32
Article 4 - Prescriptions relatives à la surveillance du trafic.....	32
Annexes au règlement.....	33

NB : Les termes figurant en caractères gras dans le corps du texte sont définis dans le glossaire en annexe 2 du présent règlement

TITRE I - PORTÉE DU PPRT - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Objectifs d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques, dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et future afin de protéger, si possible, les personnes des risques résiduels (après réduction des risques à la source) induits par les sites industriels classés Seveso Seuil Haut voisins.

Cet outil permet, d'une part, d'agir par des mesures foncières sur l'urbanisation existante à proximité des établissements industriels à l'origine des risques et, d'autre part, d'interdire ou de limiter l'urbanisation nouvelle. Des mesures de protection des populations relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication sont également prescrites ou peuvent être recommandées.

Le PPRT délimite un **périmètre d'exposition aux risques** en tenant compte de la nature et de l'**intensité** des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de réduction des risques (prévention, protection) mises en œuvre par les établissements à l'origine du risque (art. L.515-15 du code de l'environnement).

Article 2 - Champ d'application du règlement du présent PPRT

Le règlement du présent PPRT modifié autour de l'établissement TEPSA STOCKBREST (constitué de deux dépôts d'hydrocarbures liquides, nommés STB1 et STB2) s'applique sur le territoire de la commune de BREST aux différentes zones rouges et bleues et secteurs situés à l'intérieur du **périmètre d'exposition aux risques**, cartographiés sur le plan de **zonage réglementaire** joint (CARTE 1 du cahier de plans – PIÈCE 2 du PPRT).

Le présent PPRT modifié a pour objectif de limiter les conséquences des accidents susceptibles de survenir dans les installations de ces établissements, classés SEVESO Seuil Haut et pouvant entraîner des **effets** sur la salubrité, la santé et la sécurité publique (articles L.515-15 à L.515-26 du code de l'environnement).

Dans ce cadre, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations situés dans le **périmètre d'exposition aux risques, afin de limiter leur exposition aux effets susmentionnés.**

Ce règlement est notamment établi en application des textes suivants :

- loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 modifiée par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ainsi qu'à ses décrets d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005, n°2011-208 du 24 février 2011, n°2017-780 du 5 mai 2017 ;
- ordonnance 2015-1324 du 22 octobre 2015 modifiant les articles L 515-16 à L 515-24 du code de l'environnement ;
- articles R 515-39 à R 515-50 du code de l'environnement relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques.

Le périmètre du PPRT comprend une partie du domaine public maritime portuaire (**DPM**) transféré au Conseil Régional de Bretagne par convention de transfert du 28 décembre 2006, avec effet au 1er janvier 2007. Les spécificités du présent règlement liées à ce statut de domaine public portuaire sont, précisées, le cas échéant.

La limite du **DPM** figure sur le plan de **zonage réglementaire** (CARTE 1 du cahier de plans – PIÈCE 2 du PPRT).

Article 3 - Effets du PPRT – Servitudes d'utilité publique

Article 3.1 Opposabilité

En application de l'article L. 515-23 du Code de l'environnement, le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique.

Il est directement opposable aux tiers dès qu'il est approuvé et que les mesures de publicité ont été réalisées.

L'arrêté d'approbation du PPRT est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département et mention en est faite, à la diligence du préfet du département, dans un journal local en vue d'informer les populations concernées.

Cet arrêté fait également l'objet d'un affichage en mairie et au siège de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme, pendant un mois au minimum à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

Article 3.2 PPRT et documents d'urbanisme

Conformément aux articles L. 153-60, R. 153-18, L. 163.10 et R. 163-8 du Code de l'urbanisme, le PPRT approuvé est porté à la connaissance des maires des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) situés dans le périmètre du plan, en application des articles L. 132-3, L. 132-1 et L. 132-2 du Code de l'urbanisme.

Il est annexé au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ou au document d'urbanisme en vigueur selon les conditions prévues à l'article L. 153-60 du Code de l'urbanisme.

À défaut, le Préfet est tenu de mettre le représentant de l'autorité compétente en matière d'urbanisme en demeure d'annexer le document. Si cette formalité n'a pas été exécutée dans un délai de trois mois, le préfet y procède d'office.

Les dispositions du PPRT sont également prises en compte dans les actions portées par les collectivités publiques en matière d'urbanisme, en application de l'article L. 101-2 du Code de l'urbanisme.

En cas de contradictions ou d'incertitudes entre le document d'urbanisme et le PPRT, les dispositions les plus contraignantes s'appliquent.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Les infractions aux prescriptions édictées par le présent PPRT modifié, en application du I de l'article L.515-16 et suivants du code de l'environnement, sont punies des peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

Le présent PPRT est également porté à la connaissance du Conseil Régional de Bretagne, gestionnaire du port de commerce de BREST par convention de transfert du 28 décembre 2006, afin que ses prescriptions soient prises en compte dans les actes de gestion du **DPM** inclus dans le périmètre du PPRT.

Le PPRT n'annule pas les servitudes d'utilité publique ayant d'autres origines, notamment les éventuelles servitudes instituées au titre de l'article R 555-30 du code de l'environnement.

De même, les servitudes instituées par les arrêtés n° 27-12-AI (STB1) et n° 28-12-AI (STB2) du 29 août 2012 autour des dépôts exploités par la société STOCKBREST restent applicables indépendamment des mesures liées au présent PPRT modifié. Pour un même territoire donné, ce sont les mesures les plus contraignantes qui s'appliquent.

Article 4 - Principes généraux

Conformément à l'article L.515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite, à l'intérieur du **périmètre d'exposition aux risques**, plusieurs types de zones réglementées. Les zones sont définies en fonction du type de risque, de leur **intensité**, de leur probabilité, de leur cinétique, mais aussi à partir des orientations stratégiques déterminées par les acteurs du PPRT.

Dans tout le **périmètre d'exposition aux risques** technologiques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et d'assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la **vulnérabilité** des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.

Les différentes zones réglementées situées à l'intérieur du **périmètre d'exposition aux risques** du PPRT sont définies comme suit :

- une zone rouge foncé « **R** » très fortement exposée aux risques,
- une zone rouge clair « **r** » fortement exposée aux risques,
- une zone bleu foncé « **B** » moyennement à faiblement exposée aux risques,
- une zone bleu clair « **b** » faiblement exposée aux risques,
- une zone grisée qui correspond au périmètre autorisé de l'installation classée à l'origine du risque (TEP SA STOCKBREST).

De manière générale, un bien existant situé de part et d'autre de deux zones réglementées différentes se verra appliquer les principes réglementaires de la zone la plus contraignante.

Dans certaines de ces zones, dans les conditions décrites aux articles L.515-16 et suivants du code de l'environnement :

- des mesures foncières peuvent être prescrites ;
- la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et les extensions de constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation des biens ;
- des mesures de protection des populations face aux risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication, peuvent être prescrites ou recommandées dans ces zones ;
- les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L.211-1 du code de l'urbanisme.

Concernant le domaine public maritime portuaire, les seules prescriptions qui ne pourraient s'y appliquer sont les dispositions venant entraver le principe d'inaliénabilité. En conséquence, le présent règlement peut imposer des restrictions d'usage, sur le domaine public maritime portuaire.

Les responsables d'activités riveraines, bien qu'ils ne soient plus soumis à des prescriptions de travaux depuis l'ordonnance du 22 octobre 2015, conservent néanmoins une responsabilité générale en matière de sécurité vis-à-vis de leur personnel.

C'est pourquoi, pour les biens autres que les logements, au titre de l'article L.515-16-2 du code de l'environnement, sur tout le périmètre d'exposition aux risques, l'autorité administrative compétente informe leurs propriétaire ou gestionnaire, ainsi que les responsables des activités qui y sont implantées, du type de risques auxquels leur bien est soumis, ainsi que de la gravité, de la probabilité et de la cinétique de ces risques, afin que ceux-ci, chacun en ce qui le concerne, mettent en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Ces mesures peuvent consister en des mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité.

Article 5 - Portée du règlement

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable, sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT modifié.

Le PPRT s'applique également sur le domaine public maritime portuaire sans préjudice des règles spécifiques qui le concernent.

Article 6 - Niveaux d'aléas

Le présent règlement comporte les sept niveaux d'aléas suivants :

- niveau d'aléas très fort + (TF+)
- niveau d'aléas très fort (TF)
- niveau d'aléas fort + (F+)
- niveau d'aléas fort (F)
- niveau d'aléas moyen + (M+)
- niveau d'aléas moyen (M)
- niveau d'aléas faible (Fai)

Article 7 - Conditions générales d'utilisation ou d'exploitation des zones réglementées

L'organisation de rassemblements, de manifestations sportives, culturelles (de type « technival », cirque etc...), commerciaux ou autres, sur terrain nu, public ou privé, ne relève que du pouvoir de police générale du maire ou, le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet.

Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent donc pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du PPRT.

Sur les terrains nus du périmètre d'exposition aux risques (PER), il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire :

- tout rassemblement ou manifestation de nature à exposer le public (rassemblement type technival, cirque, etc.),
- la circulation organisée des piétons ou des cyclistes (cheminements cyclables, chemins de randonnées, etc.).

Pour ce qui concerne le domaine public maritime portuaire, l'autorité investie du pouvoir de police est le Conseil Régional de Bretagne.

Par ailleurs, le présent règlement prévoit un certain nombre de préconisations relatives aux usages autorisés sur le périmètre d'exposition aux risques du PPRT.

Article 8 - Révision et abrogation du PPRT

Le PPRT peut être révisé dans les conditions prévues par l'article R.515-47 du code de l'environnement sur la base d'une évolution de la connaissance du risque ou de tout autre élément nouveau le justifiant.

Le PPRT peut être abrogé dans les conditions prévues par l'article R.515-48 du code de l'environnement, notamment en cas de disparition totale et définitive du risque.

Article 9 - Outils de maîtrise foncière (hors DPM)

Dans le périmètre du PPRT situé hors du domaine public maritime portuaire, afin de faire disparaître à terme le risque, par l'éloignement des populations, le PPRT prévoit l'utilisation de trois outils de maîtrise foncière en application du code de l'urbanisme et du code de l'expropriation :

- le droit de préemption ;
- le droit de délaissement ;
- l'expropriation.

Le droit de préemption urbain (art. L.515-16-1 du code de l'environnement) peut être instauré, par délibération de BREST MÉTROPOLE (BM), dans toutes les zones comprises dans le **périmètre d'exposition aux risques** dans les conditions définies à l'article L.211-1 du code de l'urbanisme. L'institution du droit de préemption peut être immédiate dès l'approbation du PPRT.

Des secteurs d'expropriation et de délaissement possibles (art. L.515-16-1 du code de l'environnement) sont définis respectivement dans les zones « R » et « r », en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide et lorsqu'ils présentent respectivement un danger très grave ou grave pour la vie humaine et que la mise en œuvre des moyens de sauvegarde et de protection des populations s'avère difficile ou plus coûteuse.

Le droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existants (articles L.515-16 et suivants du code de l'environnement) s'applique après l'approbation du plan (PPRT) dans les conditions définies par les articles L.230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Les procédures engagées dans le cadre de la mise en œuvre du PPRT approuvé le 08 février 2017 doivent être menées à leur terme dans les conditions de l'article L.515-22-2 du code de l'environnement.

L'expropriation fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) au profit de la collectivité compétente en matière d'urbanisme, BREST MÉTROPOLE, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans le cas où la procédure de déclaration d'utilité publique est lancée par l'État au profit de la collectivité compétente en matière d'urbanisme, BREST MÉTROPOLE, le dossier d'enquête parcellaire reste à la charge de la collectivité.

La procédure prévue par les articles L.15-6 à L.18-5-18 du code de l'expropriation est applicable lorsque la **gravité** des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.

Dans les secteurs de délaissement et d'expropriation, et **pour les biens autres que les logements**, les mesures foncières prévues à l'article L.515-16-6 du code de l'environnement ne sont plus applicables (délai échu).

Les principes de maîtrise foncière ou de restrictions d'usage associés à chacune des zones du plan de zonage réglementaire, mis en œuvre dans le cadre du règlement PPRT approuvé le 08 février 2017, demeurent applicables.

Article 10 - Outils de maîtrise foncière (sur le DPM)

Le domaine public maritime portuaire est défini par les articles L.2111-6 et L.2111-10 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

Le CGPPP précise en son article L.2122-1 que l'occupant du domaine public doit disposer d'une autorisation appelée « titre d'occupation » et délivrée par le gestionnaire du domaine ou par la personne à laquelle il a donné délégation de service public, et appelée « concessionnaire ». Les articles L.2122-2 et L.2122-3 précisent que l'autorisation ne peut être que temporaire et présente un caractère précaire et révocable.

Le domaine public maritime portuaire, concerné par le présent PPRT modifié, est défini dans la convention de transfert du 28 décembre 2006 au bénéfice du Conseil Régional de Bretagne. Sa délimitation est reportée sur le plan de **zonage réglementaire** du PPRT (CARTE 1 du cahier de plans – PIÈCE 2).

Les **autorisations d'occupation temporaire (AOT)** régissent les conditions d'occupation du domaine, l'activité exercée et la redevance d'occupation.

Par analogie avec le domaine privé, dans les zones « R » et « r » du domaine public maritime portuaire, la présence de certaines activités n'est pas compatible avec les objectifs de protection des personnes définis par le présent PPRT modifié.

Des restrictions d'usage leur sont imposées dans le cadre de la gestion des titres d'occupation du domaine public maritime portuaire afin de traduire ces incompatibilités avec la présence des risques.

Dans ces secteurs, les AOT doivent être conformes au règlement du PPRT.

Les dispositions relatives aux mesures de protection des populations sont applicables sur le domaine public maritime portuaire concerné par le périmètre du PPRT, et les titres d'occupation qui sont délivrés en tiennent compte et mentionnent l'obligation de respect des objectifs de performance pour les constructions.

De même, les **autorisations d'occupation temporaire (AOT)** en cours sont modifiées afin d'intégrer les prescriptions et recommandations du présent règlement.

Article 11 - Prescriptions ou recommandations concernant les mesures de protection des populations à réaliser sur les bâtiments

En application des articles L.515-16 et suivants du code de l'environnement, des mesures de protection des populations face aux risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et voies de communication existants à la date d'approbation du PPRT modifié, font l'objet de prescriptions ou de recommandations dans le présent règlement. Ces prescriptions ou recommandations ont donc vocation à préciser les orientations ultérieures de protection des populations.

Les prescriptions du PPRT portant sur des mesures de protection des populations doivent obligatoirement être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs, des constructions nouvelles.

Pour les constructions nouvelles, les mesures constructives s'imposent sur tout le **périmètre d'exposition aux risques**, sans limitation de coût et à compter de la date d'approbation du PPRT modifié : elles consisteront en des mesures constructives adaptées aux **effets** thermiques et/ou contre les **effets** de surpression et sont précisées au titre II du présent règlement, dans les règles relatives à chacune des zones.

S'agissant des bâtiments d'activités existants, situés dans le plan de zonage réglementaire, la mise en œuvre de mesures de protection des populations, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité, est recommandée et non prescrite, en application de l'ordonnance du 22 octobre 2015.

Les **activités sans fréquentation permanente** existantes, situées en zones « R » ou « r » élaborent des consignes de sécurité prévoyant la conduite à tenir en cas d'urgence, à destination de toute personne fréquentant ponctuellement le site.

Les recommandations pouvant servir d'orientations à l'occasion de projet ultérieur tendant à renforcer la protection des personnes par des travaux de renforcement du bâti peuvent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs. Elles concernent :

- les bâtiments et installations situés sur le périmètre d'exposition au risque du PPRT.
- les bâtiments et installations situés en zone grisée.

Article 12 - Projet et étude préalable

Un projet se définit comme étant, à compter de la date d'approbation du PPRT, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction de constructions existantes.

Tout projet à l'intérieur du **périmètre d'exposition aux risques** du PPRT est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation, tenant compte des prescriptions imposées par le présent règlement, et des recommandations.

En application de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert certifiant de la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception, doit être jointe à la demande établie en application du code de l'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager etc.).

TITRE II - RÈGLES RELATIVES AUX CONSTRUCTIONS, CONDITIONS D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION PAR ZONE

Article R - ZONE « R » : zone à vocation d'interdiction stricte

Cette zone correspond à des niveaux d'aléas où les effets très graves pour la vie humaine (risques létaux significatifs) sont systématiquement atteints, à l'exclusion de l'emprise de l'installation à l'origine du risque (zone grisée).

*(Voir CARTE 1 – Plan de zonage réglementaire
 et CARTE 2 - Cartographie des aléas globaux, PIÈCE 2 du PPRT modifié)*

L'objectif est donc :

- de limiter la fréquentation de cette zone ;
 - d'y interdire tout nouveau bâtiment, à l'exception des cas explicitement mentionnés dans le présent règlement, aux articles R 2 à R 3 ;
 - de réduire le nombre de personnes exposées dans les bâtiments d'activités existants par :
 - l'expropriation en secteurs hors **DPM**,
 - le retrait ou le non renouvellement des **Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT)** en secteurs du **DPM** et la mise en place de restrictions d'usage,
- à l'exception des cas spécifiquement mentionnés dans le présent règlement, et notamment des bâtiments d'activités :
- **participant au service portuaire** (et ne pouvant stratégiquement être implantés ailleurs),
 - **ou relevant de l'intérêt général,**
 - **ou sans fréquentation permanente.**
- de réduire la **vulnérabilité** des bâtiments pour les activités pouvant, selon les exceptions susmentionnées, être maintenues sur la zone, en prescrivant et en recommandant la réalisation de mesures de protection des populations contre les risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations existant à la date d'approbation du plan.

R 1 Caractère de la zone et types d'effets

Type d'effets	Classe d'aléa	Zone de dangers
Thermique	TF+ à TF	Très graves pour la vie humaine (effets létaux significatifs)
Surpression	TF+ à M+	Très graves (effets létaux significatifs) à significatifs pour la vie humaine (effets irréversibles)

Effets thermiques

Nature des effets	Effets thermiques
Origine des effets	UVCE (explosion de vapeur en milieu non-confiné), Boil over (boule de feu) Feux de bac, feux de cuvette
Intensité	Dose thermique maximale : supérieure à 1800 (kW/m ²) ^{4/3} .s Flux thermique maximal : supérieure à 8kW/m ²

Effets de surpression

Effets de surpression	
Origine des effets	explosion de bacs d'hydrocarbures, UVCE, UVCE par débordement de bacs
Intensité	Supression : comprise entre 140 mbar et 200 mbar

R 2 Constructions nouvelles ou extensions

Sont interdits :

- tout bâtiment à caractère résidentiel,
- tout nouvel **ERP**,
- toute nouvelle construction,

à l'exception :

- des reconstructions totales ou partielles après sinistre et/ou après démolition pour une surface et un usage identiques si le sinistre n'est pas consécutif à un accident majeur, généré par le site à l'origine du risque, et dans le cas d'une activité autorisée par le présent article,
- des constructions, ouvrages et extensions, liés à des **activités sans fréquentation permanente** nouvelles ou existantes et à condition qu'elles n'entraînent pas d'augmentation du risque;
- des ouvrages, installations techniques et extensions indispensables aux activités exercées par l'entreprise à l'origine des risques ;
- en zone d'**aléas** « TF » exclusivement (voir CARTE 2 du cahier de plans - PIÈCE 2 du PPRT), des constructions, ouvrages, installations et extensions indispensables et liés à des activités existantes de chargement/déchargement ou participant au service portuaire , et sous réserve qu'ils n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées dans la zone « TF ».

Les constructions, reconstructions ou extensions permises par cet article mettent obligatoirement en œuvre des dispositions constructives permettant la protection des personnes vis-à-vis des **effets** thermiques et de surpression auxquels elles sont exposées.

Le bâti en zone R doit ainsi pouvoir résister à la valeur maximale de l'intensité des **effets** figurant dans les tableaux de l'article R1 ci-avant.

Dans le cas où cette intensité maximale ne correspond pas à une valeur donnée, une étude spécifique est à réaliser.

De même, toute autre valeur plus précise pourra être retenue, sur la base d'une étude spécifique, par un bureau d'études au regard des effets des **phénomènes dangereux** pour lesquels le niveau d'**aléa** engendre l'exigence de prescriptions (étude de **vulnérabilité** proposant des renforcements sur la base de la valeur « réelle » d'exposition).

R 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination

R 3.a - Habitations

Les travaux de réhabilitation, d'aménagement des bâtiments existants, pour un usage d'habitation, sont interdits.

R 3.b - Bâtiments d'activités

Les responsables d'activités riveraines, bien qu'ils ne soient plus soumis à des prescriptions de travaux depuis l'ordonnance du 22 octobre 2015, doivent mettre en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes (mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité), dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Pour ces bâtiments, les travaux de protection pour résister à l'intensité maximale des **effets** thermiques ou de surpression auxquels ils sont exposés, indiqués à l'article R 1 ci-avant, sont recommandés.

Changement d'activité

Le changement d'activité au sein d'un bâtiment est interdit, sauf dans le cas où il vise à faire évoluer l'usage du bâtiment vers une **activité sans fréquentation permanente**, ou vers une activité figurant dans les exceptions visées à l'article R 2 ci-dessus.

Bâtiments d'activités sans fréquentation permanente

Les bâtiments d'**activités sans fréquentation permanente** sont dotés d'une consigne définissant les mesures minimales de protection des personnes exceptionnellement présentes. Il est strictement interdit de créer des postes de travail permanents dans ces bâtiments.

Bâtiments nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général

Les bâtiments nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général (tels que station d'épuration collective) qui ne peuvent pas être délocalisés font l'objet des dispositions explicitées à l'article 11 du titre I du présent règlement, sauf dans le cas d'activités sans fréquentation permanente.

Autres dispositions

Les bâtiments d'activités existants sur le plan de **zonage réglementaire** (voir CARTE 1 du cahier de plans - PIÈCE 2 du PPRT modifié) font l'objet des dispositions décrites à l'article R 5.

R 3.c – Opérations et travaux d'entretien et de maintenance des bâtiments

Les opérations et travaux d'entretien, maintenance, rénovation des bâtiments et installations présents dans la zone R sont autorisés ainsi que le personnel nécessaire à leur réalisation. Ces opérations et travaux doivent inclure toutes les mesures de sécurité nécessaires et leur durée doit être réduite au maximum.

R 4 Projet et étude préalable

Tout projet (au sens de l'article 12 du titre I du présent règlement) à l'intérieur de la zone « R » du PPRT, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation au regard des prescriptions et recommandations du présent PPRT modifié et doit permettre d'assurer la protection des personnes vis-à-vis des risques auxquels elles sont exposées.

R 5 Mesures foncières applicables aux constructions existantes

R 5.a - Délaissement

Sans objet.

R 5.b - Expropriation (hors DPM)

Sans objet.

R 5.c - Restriction d'usage des AOT (sur le DPM)

Sur le **DPM**, des restrictions d'usage visant à interdire l'affectation de personnel en **postes de travail permanents** sont imposées par le gestionnaire.

Aucune activité associant la présence de personnel en **poste de travail permanent** n'y est exercée.

Dès lors, ces activités exercées sur ces secteurs à la date d'approbation du PPRT modifié font l'objet d'une procédure de départ obligatoire, décrites à l'article 10 du titre I du présent règlement, par retrait ou non renouvellement des **autorisations d'occupation temporaire (AOT)**.

R 6 Occupation des espaces publics

Sont interdits :

- le stationnement dans cette zone (à l'exception des nécessités liées aux services publics et aux activités existantes) ;
- les aires de stationnement des gens du voyage ;
- le camping ;
- les manifestations et rassemblements de personnes ;
- les nouvelles voies de circulation routières ou ferroviaires autres que la desserte du site à l'origine des risques ;
- les arrêts d'autobus ou de taxis gérés par les opérateurs de transport de personnes

Sont autorisés (sous réserve de l'impossibilité d'une installation en dehors de la zone R) :

- les travaux tels que entretien des réseaux, affouillement, curage..., sous réserve de définir avec le site à l'origine du risque les modalités d'intervention par rapport à l'exploitation du site ;
- les ouvrages techniques indispensables aux activités ou industries existantes dans la mesure où la densité du personnel est faible et sous réserve de dispositions organisationnelles et techniques définies avec l'entreprise maître d'ouvrage.

Il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire :

- le transit de passagers en provenance de paquebots dans la zone R (et la zone r).

Article r - ZONE « r » : zone à vocation d'interdiction sous réserve

Cette zone correspond à des niveaux d'aléas où les effets graves à significatifs pour la vie humaine sont atteints, à l'exclusion de l'emprise de l'installation à l'origine du risque.

*(Voir CARTE 1 – Plan de zonage réglementaire
 et CARTE 2 - Cartographie des aléas globaux, PIÈCE 2 du PPRT modifié)*

L'objectif est donc :

- de limiter la fréquentation de cette zone ;
- d'y interdire tout nouveau bâtiment, à l'exclusion des cas explicitement mentionnés dans le présent règlement, aux articles r 2 à r 3 ;
- de réduire le nombre de personnes exposées dans les bâtiments d'activités existants par :
 - la mise en œuvre du droit de délaissement mentionné à l'article 9 pour les secteurs hors **DPM** ;
 - le retrait, le non-renouvellement des **AOT**, et des restrictions d'usage sur le **DPM**, en application de l'article 10 ;
- de réduire la **vulnérabilité** des bâtiments existants pour les activités maintenues sur la zone en prescrivant ou en recommandant la réalisation de mesures de protection des populations contre les risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations existant à la date d'approbation du plan.

r 1. Caractère de la zone et types d'effets

Type d'effets	Classe d'aléa	Zone de dangers
Thermique	F+ à F	Graves (effets létaux) pour la vie humaine
Surpression	M+ à M	Significatifs (effets irréversibles) pour la vie humaine

Effets thermiques

Nature des effets	Effets thermiques
Origine des effets	UVCE (explosion de vapeur en milieu non-confiné) Boil over (boule de feu) Feux de bac, feux de cuvette
Intensité	Dose thermique : comprise entre 1000 (kW/m ²) ^{4/3} .s et 1800 (kW/m ²) ^{4/3} .s Flux thermique : compris entre 5 et 8 kW/m ²

Effets de surpression

Effets de surpression	
Origine des effets	explosion de bacs d'hydrocarbures, UVCE, UVCE par débordement de bacs
Intensité	Surpression : Comprise entre 50 et 140 mbar

r 2. Constructions nouvelles ou extensions

Sont interdits :

- tout bâtiment à caractère résidentiel,
- tout nouvel **ERP**,
- toute nouvelle construction,

à l'exception :

- des reconstructions totales ou partielles après sinistre et/ou après démolition pour une surface et un usage identiques si le sinistre n'est pas consécutif à un accident majeur, généré par le site à l'origine du risque, et dans le cas d'une activité autorisée par le présent article ;
- des constructions et ouvrages ou extensions liés à des **activités sans fréquentation permanente** nouvelles ou existantes et à condition qu'ils n'entraînent pas d'**augmentation du risque** ;
- des ouvrages, installations techniques et extensions indispensables aux activités exercées par l'entreprise à l'origine des risques ;
- des constructions, ouvrages et installations ou extensions liés aux activités existantes **de chargement/déchargement ou participant au service portuaire ou nécessitant de s'installer en zone portuaire**, principalement en raison de la proximité de la voie d'eau qu'ils sont susceptibles d'utiliser et sous réserve qu'ils n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées,
- des nouvelles **installations classées autorisées compatibles** sous réserve que ces constructions n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées.

Les constructions, reconstructions ou extensions permises par cet article mettent obligatoirement en œuvre des dispositions constructives permettant la protection des personnes vis-à-vis des **effets** thermiques et de surpression, indiqués à l'article r 1 ci-avant, auxquels elles sont exposées.

Le bâti autorisé en zone r doit ainsi pouvoir résister à l'intensité maximale des **effets** figurant dans les tableaux de l'article r 1 ci-avant.

Toute autre valeur plus précise pourra être retenue, sur la base d'une étude spécifique, par un bureau d'études au regard des effets des **phénomènes dangereux** pour lesquels le niveau d'**aléa** engendre l'exigence de prescriptions (étude de **vulnérabilité** proposant des renforcements sur la base de la valeur « réelle » d'exposition).

r 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination

r 3.a - Habitations

Les travaux de réhabilitation, d'aménagement des bâtiments existants, pour un usage d'habitation, sont interdits.

r 3.b - Bâtiments d'activités

Les responsables d'activités riveraines, bien qu'ils ne soient plus soumis à des prescriptions de travaux depuis l'ordonnance du 22 octobre 2015, doivent mettre en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes (mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité), dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Pour ces bâtiments, les travaux de protection pour résister à l'intensité maximale des **effets** thermiques ou de surpression auxquels ils sont exposés, indiqués à l'article r 1 ci-avant, sont recommandés.

Changement d'activité

Le changement d'activité au sein d'un bâtiment est interdit, sauf dans le cas où il vise à faire évoluer l'usage du bâtiment vers une **activité sans fréquentation permanente**, ou vers une activité figurant dans les exceptions visées à l'article r 2 ci-avant.

Bâtiments d'activités sans fréquentation permanente

Les bâtiments d'activités **sans fréquentation permanente** sont dotés d'une consigne définissant les mesures minimales de protection des personnes exceptionnellement présentes. Il est strictement interdit de créer des postes de travail permanents dans ces bâtiments.

Bâtiments d'activités participant au service portuaire

Ces bâtiments, qui ne peuvent pas être délocalisés, font l'objet des dispositions explicitées à l'article 12 du titre I du présent règlement, sauf dans le cas d'activités sans fréquentation permanente.

Autres dispositions

Les bâtiments d'activités existants font l'objet des dispositions décrites, aux articles r3c ou r 5 ci-après.

Les règles de lecture du plan de **zonage réglementaire** sont précisées à l'article 4 du titre I du présent règlement.

r 3.c - dispositions relatives aux constructions existantes

Les bâtiments d'activités existants, pouvant faire l'objet d'une fréquentation permanente et non visés par les dispositions de l'article r-5, font l'objet des dispositions explicitées à l'article 11 du titre I du présent règlement.

Les mesures de protection des populations, **indiquées** à l'article r 1 ci-avant, sont recommandées.

r 3.d Opérations d'entretien et maintenance

Les opérations et travaux d'entretien, maintenance, rénovation des bâtiments et installations présents dans la zone r sont autorisés ainsi que le personnel nécessaire à leur réalisation. Ces opérations et travaux doivent inclure toutes les mesures de sécurité nécessaires et leur durée doit être réduite au maximum.

r 4. Projet et étude préalable

Tout projet (au sens de l'article 12 du titre I du présent règlement) à l'intérieur de la zone « r », est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation au regard des prescriptions et recommandations du présent PPRT modifié et doit permettre d'assurer la protection des personnes vis-à-vis des risques auxquels elles sont exposées.

r 5. Mesures foncières applicables aux constructions existantes

r 5.a - Délaissement (hors DPM)

Les procédures de délaissement initiées dans le cadre de la mise en œuvre du PPRT approuvé le 08 février 2017 sont menées à leur terme, dans les conditions de l'article L.515-22-2 du code de l'environnement.

Dans les secteurs de délaissement, et **pour les biens autres que les logements**, les mesures foncières prévues à l'article L.515-16-6 du code de l'environnement ne sont plus applicables (délai échu).

Aucun nouvel enjeu ne se situe en zone de délaissement.

r 5.b - Expropriation (hors DPM)

Sans objet.

r 5.c - Restriction d'usage des AOT (sur le DPM)

Les **AOT** concernant les biens relatifs aux **enjeux** sur le **DPM**, sont soumises à des restrictions d'usage. Ces activités ont fait l'objet des dispositions visant une procédure de départ obligatoire.

Des restrictions d'usage visant à interdire l'affectation de personnel en postes de travail permanents sont imposées par le gestionnaire du **DPM** et aucune activité associant la présence permanente de personnel ne peut y être exercée.

r 6. Occupation des espaces publics

Sont interdits :

- le stationnement dans cette zone (à l'exception des nécessités liées aux services publics et aux activités existantes) ;
- les aires de stationnement des gens du voyage ;
- le camping ;
- les manifestations et rassemblements de personnes ;
- les nouvelles voies de circulation routières ou ferroviaires autres que la desserte du site à l'origine des risques ;
- les arrêts d'autobus ou de taxis gérés par les opérateurs de transport de personnes.

Sont autorisés (sous réserve de l'impossibilité d'une installation en dehors de la zone r) :

- les travaux tels que entretien des réseaux, affouillement, curage..., sous réserve de définir avec le site à l'origine du risque les modalités d'intervention par rapport à l'exploitation du site ;
- les ouvrages techniques indispensables aux activités ou industries existantes dans la mesure où la densité du personnel est faible et sous réserve de dispositions organisationnelles et techniques définies avec l'entreprise maître d'ouvrage.

Il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire :

- le transit de passagers en provenance de paquebots dans la zone r (et la zone R).

Article B - ZONE « B » : zone d'autorisation sous réserve

**Cette zone correspond à des niveaux d'aléas moyens
où les effets sont significatifs.**

*(Voir CARTE 1 – Plan de zonage réglementaire
et CARTE 2 - Cartographie des aléas globaux,
PIÈCE 2 du PPRT modifié)*

L'objectif est donc de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation et donc la population exposée en dehors des limites du site à l'origine du risque ;
- protéger les personnes présentes en cas d'accident majeur, généré par le site à l'origine du risque, en imposant des règles de construction adaptées pour les nouveaux bâtiments ;
- réduire la **vulnérabilité** des bâtiments pour les activités maintenues sur la zone en prescrivant ou en recommandant la réalisation de mesures de protection des populations contre les risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations existant à la date d'approbation du plan.

Aucune mesure foncière, ni restriction d'usage induisant un départ d'activité, n'est prévue dans cette zone.

Les procédures de délaissement initiées dans le cadre de la mise en œuvre du PPRT approuvé le 08 février 2017 sont menées à leur terme, dans les conditions de l'article L.515-22-2 du code de l'environnement.

B 1 Caractère de la zone et types d'effets

Type d'effets	Classe d'aléa	Zone de dangers
Thermique	M+ à M	Significatifs (effets irréversibles) pour la vie humaine
Surpression	M+ à M	Significatifs (effets irréversibles) pour la vie humaine

Effets thermiques

Nature des effets	Effets thermiques
Origine des effets	UVCE (explosion de vapeur en milieu non-confiné) Boil over (boule de feu) Feux de bac, feux de cuvette
Intensité	Dose thermique : comprise entre 600 et 1000 (kW/m ²) ^{4/3} .s Flux thermique : compris entre 3 et 5 kW/m ²

Effets de surpression

Effets de surpression	
Origine des effets	Explosion de bacs d'hydrocarbures, UVCE, UVCE par débordement de bacs
Intensité	Surpression : comprise entre 20 et 50 mbar

B 2 Constructions nouvelles ou extensions

Sont interdits :

- tout bâtiment à caractère résidentiel ;
- tout nouvel **ERP** ;
- toute nouvelle construction,

à l'exception :

- des reconstructions totales ou partielles après sinistre et/ou après démolition pour une surface et un usage identiques si le sinistre n'est pas consécutif à un accident majeur, généré par le site à l'origine du risque, et dans le cas d'une activité autorisée par le présent article ;
- des constructions et ouvrages ou extensions liés à des **activités sans fréquentation permanente**, nouvelles ou existantes, et à condition qu'ils n'entraînent pas d'augmentation du risque ;
- des ouvrages et installations techniques indispensables aux activités exercées par l'entreprise à l'origine des risques ;
- sur le domaine privé, des constructions, ouvrages et installations ou extensions liés aux activités existantes **de chargement/déchargement ou participant au service portuaire ou nécessitant de s'installer en zone portuaire**, principalement en raison de la proximité de la voie d'eau qu'ils sont susceptibles d'utiliser et sous réserve qu'ils n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées,
- sur le domaine public maritime, des constructions, ouvrages et installations ou extensions liés aux activités **de chargement/déchargement ou participant au service portuaire ou nécessitant de s'installer en zone portuaire**, principalement en raison de la proximité de la voie d'eau qu'ils sont susceptibles d'utiliser et sous réserve qu'ils n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées,
- des nouvelles **installations classées compatibles** avec leur environnement ; sous réserve que ces constructions n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées ;
- des extensions des bâtiments d'activités existantes, sous réserve que ces constructions n'engendrent pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées. ;

Les constructions, reconstructions ou extensions permises par cet article mettent obligatoirement en œuvre des dispositions constructives permettant la protection des personnes vis-à-vis des **effets** thermiques et de surpression auxquels elles sont exposées.

Le bâti autorisé en zone B doit ainsi pouvoir résister à l'intensité maximale des **effets** figurant dans les tableaux de l'article B 1 ci-avant.

Toute autre valeur plus précise pourra être retenue, sur la base d'une étude spécifique, par un bureau d'études au regard des effets des **phénomènes dangereux** pour lesquels le niveau d'**aléa** engendre l'exigence de prescriptions (étude de **vulnérabilité** proposant des renforcements sur la base de la valeur « réelle » d'exposition).

B 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination

B 3.a - Habitations

Les travaux de réhabilitation ou d'aménagement des bâtiments existants, pour un usage d'habitation, sont interdits.

B 3.b - Bâtiments d'activités

Les responsables d'activités riveraines, bien qu'ils ne soient plus soumis à des prescriptions de travaux depuis l'ordonnance du 22 octobre 2015, doivent mettre en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes (mesures de protection, de réduction de la

vulnérabilité ou d'organisation de l'activité), dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Pour ces bâtiments, les travaux de protection pour résister à l'intensité maximale des **effets** thermiques ou de surpression auxquels ils sont exposés, indiqués à l'article B 1 ci-avant, sont recommandés.

Changement d'activité ou de destination

Le changement d'activité ou de destination au sein d'un bâtiment est autorisé sous réserve qu'il n'entraîne pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées, qu'il n'engendre pas de **risque supplémentaire** par rapport à l'activité précédemment exercée, et qu'il ne constitue pas un nouvel ERP.

Bâtiments d'activités sans fréquentation permanente

Les bâtiments d'activités **sans fréquentation permanente** sont dotés d'une consigne définissant les mesures minimales de protection des personnes exceptionnellement présentes. Il est strictement interdit de créer des postes de travail permanents dans ces bâtiments.

Autres dispositions applicables aux bâtiments d'activités

Seuls sont autorisés :

- les travaux et aménagements de remise en état des constructions, installations, infrastructures existants à la date d'approbation du PPRT, sous réserve qu'ils n'augmentent pas leur **vulnérabilité** ;
- les interventions et aménagements réalisés au titre de l'article B 3c ci-après ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions, notamment les traitements de façades et l'entretien des toitures, ... ;
- les affouillements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone.

B 3.c - dispositions relatives aux constructions existantes

Les bâtiments existants, y compris dans le cadre d'un aménagement ou changement de destination, pouvant être soumis à une fréquentation permanente, font l'objet des dispositions explicitées à l'article 11 du titre I du présent règlement.

B 4 Projet et étude préalable

Tout projet (au sens l'article 12 du titre I du présent règlement) à l'intérieur de la zone « B », est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation au regard des prescriptions et recommandations du présent PPRT modifié et doit permettre d'assurer la protection des personnes vis-à-vis des risques auxquels elles sont exposées.

B 5 Mesures foncières

Sans objet.

B 6 Occupation des espaces publics

Sont interdits :

- le stationnement dans cette zone (à l'exception des nécessités liées aux services publics et aux activités existantes) ;
- les aires de stationnement des gens du voyage ;
- le camping ;
- les manifestations et rassemblements de personnes ;

Plan de Prévention des Risques Technologiques de BREST
Entreprise TEPSA STOCKBREST - Règlement

- les nouvelles voies de circulation routières ou ferroviaires autres que la desserte du site à l'origine des risques ou des activités industrialo-portuaires ;
- les abris-bus.

Sont autorisés (sous réserve de l'impossibilité d'une installation en dehors de la zone B) :

- les travaux tels que entretien des réseaux, affouillement, curage..., sous réserve de définir avec le site à l'origine du risque les modalités d'intervention par rapport à l'exploitation du site ;
- les ouvrages techniques indispensables aux activités ou industries existantes dans la mesure où la densité du personnel est faible et sous réserve de dispositions organisationnelles et techniques définies avec l'entreprise maître d'ouvrage ;
- la présence de navire en lien avec les activités portuaires ;
- les arrêts d'autobus ou de taxis gérés par les opérateurs de transport de personnes, mais ne sont pas recommandés. La recherche de toute autre solution doit être privilégiée.

Il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire :

- la présence de navires à passagers dans cette zone, sauf dans le cadre des réparations navales. Dans le cas où d'autres lieux d'accostage n'auront pas pu être utilisés, l'autorité portuaire et l'exploitant de la zone portuaire veilleront à gérer les transits de passagers de façon à limiter au maximum le temps d'exposition dans les zones B et b.

Article b - ZONE « b » : zone d'autorisation limitée

**Cette zone correspond à un niveau d'aléa faible
 où les effets sont significatifs à indirects par bris de vitre
 (uniquement effet de surpression).**

**(Voir CARTE 1 – Plan de zonage réglementaire
 et CARTE 2 - Cartographie des aléas globaux, PIÈCE 2 du PPRT modifié)**

L'objectif est de :

- limiter la population exposée ;
- protéger les personnes présentes en cas d'accident majeur, majeur, généré par le site à l'origine du risque, en imposant des règles de construction adaptées pour les nouveaux bâtiments ;
- protéger les personnes présentes en cas d'accident majeur, majeur, généré par le site à l'origine du risque, en recommandant le renforcement des bâtis existants.

Les procédures de délaissement initiées dans le cadre de la mise en œuvre du PPRT approuvé le 08 février 2017 sont menées à leur terme, dans les conditions de l'article L.515-22-2 du code de l'environnement.

b 1 Caractère de la zone et types d'effets

Type d'effets	Classe d'aléa	Zone de dangers
Thermique	Fai	Significatifs (effets irréversibles) à néant
Surpression	Fai	Zone des dangers par bris de vitre (effets indirects)

Effets thermiques

Nature des effets	Effets thermiques
Origine des effets	Explosion de bac Boil over (boule de feu) Feux de bac, feux de cuvette
Intensité	Dose thermique maximale : $1000 \text{ (kW/m}^2\text{)}^{4/3} \cdot \text{s}$ Flux thermique maximal : 5 kW/m^2

Effets de surpression

Effets de surpression	
Origine des effets	Explosion de bacs d'hydrocarbures
Intensité	Surpression maximale: 50 mbar

b 2 Constructions nouvelles ou extensions

Sont interdits :

- tout bâtiment à caractère résidentiel ;
- toute nouvelle construction,

à l'exception :

- des **ERP** de 5e catégorie satisfaisant aux conditions suivantes :
 - justifiant d'une activité en lien avec le domaine portuaire et/ou la mer,
 - n'impliquant pas de regroupement important de personnes,
 - n'étant pas considérés comme **difficilement évacuables**,
- des reconstructions totales ou partielles après sinistre et/ou après démolition pour une surface et un usage identiques si le sinistre n'est pas consécutif à un accident majeur, généré par le site à l'origine du risque, et dans le cas d'une activité autorisée par le présent article ;
- des constructions et ouvrages ou extensions liés à des **activités sans fréquentation permanente** nouvelles ou existantes, et à condition qu'ils n'entraînent pas d'**augmentation du risque** ;
- des ouvrages et installations techniques indispensables aux activités exercées par l'entreprise à l'origine des risques ;
- sur le domaine privé, des constructions, ouvrages et installations ou extensions liés aux activités existantes de **chargement/déchargement ou participant au service portuaire ou nécessitant de s'installer en zone portuaire**, principalement en raison de la proximité de la voie d'eau qu'ils sont susceptibles d'utiliser ;
- sur le domaine public maritime, des constructions, ouvrages et installations ou extensions liés aux activités de **chargement/déchargement ou participant au service portuaire ou nécessitant de s'installer en zone portuaire**, principalement en raison de la proximité de la voie d'eau qu'ils sont susceptibles d'utiliser,
- des nouvelles **installations classées compatibles** avec leur environnement ;
- des extensions des bâtiments d'activités existantes ;
- des bâtiments d'activités, ayant fait l'objet d'une mesure foncière ou d'une mesure de départ obligatoire de la zone R ou r, dans le cadre de l'application du présent PPRT modifié.

Les constructions, reconstructions ou extensions permises par cet article mettent obligatoirement en œuvre des dispositions constructives permettant la protection des personnes vis-à-vis des **effets** thermiques et de surpression auxquels elles sont exposées.

Le bâti autorisé en zone b doit ainsi pouvoir résister à l'intensité maximale des **effets** figurant dans les tableaux de l'article b 1 ci-avant.

Toute autre valeur plus précise pourra être retenue, sur la base d'une étude spécifique, par un bureau d'études au regard des effets des **phénomènes dangereux** pour lesquels le niveau d'**aléa** engendre l'exigence de prescriptions (étude de **vulnérabilité** proposant des renforcements sur la base de la valeur « réelle » d'exposition).

b 3 Constructions existantes : aménagement et changement de destination

b 3.a - Habitations

Les travaux de réhabilitation ou d'aménagement des bâtiments existants, pour un usage d'habitation, sont interdits, à l'exception des annexes des habitations existantes dont l'emprise au sol devra être inférieure à 15 m² sous réserve d'être conçues de façon à résister aux **effets** thermiques et de surpression, indiqués à l'article b 1 ci-avant.

b 3.b - Bâtiments d'activités

Les responsables d'activités riveraines, bien qu'ils ne soient plus soumis à des prescriptions de travaux depuis l'ordonnance du 22 octobre 2015, doivent mettre en œuvre leurs obligations en matière de sécurité des personnes (mesures de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité), dans le cadre des réglementations qui leur sont applicables.

Pour ces bâtiments, les travaux de protection pour résister à l'intensité maximale des **effets** thermiques ou de surpression auxquels ils sont exposés, indiqués à l'article b 1 ci-avant, sont recommandés.

Changement d'activité ou de destination

Le changement d'activité ou de destination au sein d'un bâtiment est autorisé sous réserve qu'il n'entraîne pas une **augmentation notable** du nombre de personnes exposées, qu'il n'engendre pas de **risque supplémentaire** par rapport à l'activité précédemment exercée, et qu'il ne constitue pas un nouvel **ERP**, à l'exception des ERP de 5^{ème} catégorie.

Autres dispositions applicables aux bâtiments d'activités

Seuls sont autorisés :

- les travaux et aménagements de remise en état des constructions, installations, infrastructures existants à la date d'approbation du PPRT, sous réserve qu'ils n'augmentent pas leur **vulnérabilité** ;
- les travaux réalisés au titre de l'article b 3c ci-après ;
- les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions, notamment les traitements de façades et l'entretien des toitures, ... ;
- les affouillements liés aux constructions et installations autorisées dans la zone ;

b 3.c - Dispositions relatives aux constructions existantes

Les bâtiments existants, y compris dans le cadre d'un aménagement ou changement de destination, font l'objet des dispositions explicitées à l'article 11 du titre I du présent règlement.

b 4 Projet et étude préalable

Tout projet (au sens l'article 12 du titre I du présent règlement) à l'intérieur de la zone « b », est subordonné à la réalisation d'une **étude préalable** permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation, au regard des prescriptions et recommandations du présent PPRT modifié et doit permettre d'assurer la protection des personnes vis-à-vis des risques auxquels elles sont exposées.

b 5 Mesures foncières

- Sans objet -

b 6 Occupation des espaces publics

Sont interdits :

- le stationnement dans cette zone (à l'exception des nécessités liées aux services publics et aux activités existantes) ;
- les aires de stationnement des gens du voyage ;

- le camping ;
- les manifestations et rassemblements de personnes ;
- les nouvelles voies de circulation routières ou ferroviaires autres que la desserte du site à l'origine des risques ou des activités industrialo-portuaires ;
- les abris-bus.

Sont autorisés (sous réserve de l'impossibilité d'une installation en dehors de périmètre d'exposition aux risques du PPRT) :

- les travaux tels que entretien des réseaux, affouillement, curage..., sous réserve de définir avec le site à l'origine du risque les modalités d'intervention par rapport à l'exploitation du site ;
- les ouvrages techniques indispensables aux activités ou industries existantes dans la mesure où la densité du personnel est faible et sous réserve de dispositions organisationnelles et techniques définies avec l'entreprise maître d'ouvrage ;
- la présence de navire en lien avec les activités-portuaires ;
- les arrêts d'autobus ou de taxis gérés par les opérateurs de transport de personnes, mais ne sont pas recommandés. La recherche de toute autre solution doit être privilégiée ;
- sur le **DPM**, les activités industrialo-portuaires et portuaires.

Il est recommandé aux autorités compétentes de prendre un arrêté afin d'interdire :

- la présence de navires à passagers dans cette zone, sauf dans le cadre des réparations navales. Dans le cas où d'autres lieux d'accostage n'auront pas pu être utilisés, l'autorité portuaire et l'exploitant de la zone portuaire veilleront à gérer les transits de passagers de façon à limiter au maximum le temps d'exposition dans les zones B et b.

Article G - ZONE « grise » - Emprise du site à l'origine du risque technologique

G 1 Définition

La zone grise correspond au périmètre autorisé de l'installation classée à l'origine des risques technologiques responsables du PPRT.

G 2 Sont interdits

- tous les nouveaux aménagements, constructions et installations, exceptés ceux mentionnés à l'article suivant.

G 3 Sont autorisés

- toute construction, activité industrielle ou usage lié à l'activité à l'origine du risque technologique, ainsi que tout aménagement, extension, changement de destination des constructions existantes, à l'exception des **ERP** et des habitations, sous réserve :
 - d'être en relation avec l'installation à l'origine des risques,
 - de ne pas conduire à une aggravation du risque pris en compte dans le cadre du présent PPRT modifié ;
 - du respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement.

G 4 Sont recommandés

- tous travaux de nature à assurer la protection des personnels présents sur le site à l'origine du risque contre les **effets des phénomènes dangereux** susceptibles d'y survenir.

G 5 Conditions générales d'utilisation et d'exploitation

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation des sites sont fixées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des établissements au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE III - INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE

Article 1 - Définition

Les infrastructures sont l'ensemble des installations fixes qui permettent la circulation des véhicules terrestres et, plus généralement, le fonctionnement des systèmes de transport terrestre.

Les infrastructures routières et ferroviaires sont concernées par le présent PPRT modifié.

L'objectif est de :

- restreindre l'exposition aux dangers des personnes accédant par la rue Montjaret de Kerjegu au pôle de plaisance et de loisirs du Moulin blanc et à Océanopolis ;
- doter cette partie du port d'un accès complémentaire à celui constitué par la rue Chevillotte, afin de constituer le meilleur compromis d'aménagement au regard des objectifs fixés par la réglementation en termes de protection des personnes

Caractère de la zone

Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M
Rue Monjarret de Kerjegu	/	39 m	0 m	130 m	161 m	372 m
Rue Chevillotte	174 m	186 m	218 m	242 m	270 m	310 m

	Rue Montjaret de Kerjegu		Rue Chevillotte	
Niveau d'aléa	TF	F+	TF+ et TF	F+
Longueur du tronçon exposé	39 m	0 m	174 m et 186 m	218 m
Zone réglementée	R	r	R	r

Le présent règlement prescrit des mesures de protection des populations face aux risques encourus (**effets** thermiques et de surpression), relatives à l'aménagement des voies de communication existant à la date d'approbation du PPRT.

Les prescriptions suivantes relatives à la gestion du trafic sur les deux axes précités (articles 1 et 2) sont mises en œuvre par la collectivité compétente, :

- Signalisation permettant de réduire la fréquentation de ces axes exposés et d'écarter, autant que faire se peut, les flux n'ayant pas de lien direct avec les **activités industrialo-portuaires**.
- Comptage permanent sur ces deux axes, ainsi qu'un système de gestion permettant de réguler les flux en cas de nécessité de façon à ne pas dépasser :
 - le seuil global moyen annuel de 7000 véhicules / jour sur la zone (rue Monjaret de Kerjegu et rue Chevillotte),
 - le seuil de 650 véhicules / h sur la zone (rue Monjaret de Kerjegu + rue Chevillotte),
 - le seuil de 300 véhicules / h sur la rue Chevillotte.

Conformément à la convention (État - Brest Métropole) du 22 novembre 2012, les prescriptions suivantes seront respectées par Brest Métropole :

- travaux d'aménagement des carrefours de façon à réduire les risques de « bouchons » dans cette zone ;
- bretelle d'accès vers la zone du polder à partir de la RD 165, qui passera en dehors des zones les plus à risque.

Toute nouvelle infrastructure ainsi que toute extension est interdite en zone R à B.

Article 2 - Prescriptions et recommandations relatives aux transports urbains

L'aménagement d'abris-bus vitrés est interdit dans le **périmètre d'exposition aux risques**.

Les arrêts de taxis et de bus sont interdits en zones R et r, et non recommandés en zones B et b.

Les transports scolaires sont interdits dans le **périmètre d'exposition aux risques**.

Article 3 - Prescriptions relatives aux transports ferroviaires

Les voies ferrées existantes dans les zones R à B du PPRT sont exclusivement réservées aux transports de marchandises liés aux **activités industrialo-portuaires**.

Article 4 - Prescriptions relatives à la surveillance du trafic

La collectivité transmet annuellement au préfet un document de synthèse relatif aux comptages effectués sur l'année écoulée sur les rues Monjaret de Kerjegu et Chevillotte.

Ce document fournit des éléments d'analyse sur la répartition des flux mesurés, ainsi que sur les mesures prises ou programmées dans l'objectif de réduire l'exposition des personnes.

Annexes au règlement

Annexe 1 - Mode d'emploi du règlement

Annexe 2 - Glossaire et définitions de termes techniques

Glossaire et définitions des termes techniques

Accident majeur :

Un accident majeur est un événement tel qu'une émission de substances toxiques, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, entraînant pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou préparations dangereuses.

L'accident majeur est donc généré par un phénomène dangereux entraînant des conséquences sur les tiers (personnes extérieures au site).

Activité participant au service portuaire :

Activités indispensables au bon fonctionnement du port, notamment pour des raisons de sécurité ou de facilité de navigation ou d'exploitation de la zone. Ces activités peuvent être de 2 types :

- **Activités générales**

- capitainerie,
- ateliers navals (construction, déconstruction, entretien, réparation, reconversion des bateaux ou construction, déconstruction, entretien, réparation, reconversion de tout autre engin/équipement à vocation maritime),
- stations de dégazage et de déballastage des navires,
- stations des activités de remorquage, lamanage...
- postes de gardiennage,
- quais et bassins

- **Activités de chargement / déchargement et connexes**

- portiques, cavaliers,
- Grues,
- Bras de chargement / déchargement,
- Outillage de quais,
- Aires ou entrepôts de transit des marchandises ou conteneurs directement liés aux installations de chargement /déchargement,
- Zones de stationnement des véhicules devant être chargés ou déchargés

Les activités autres que celles directement liées aux opérations de chargement ou de déchargement ne sont pas considérées comme des activités connexes. A titre d'exemple, les activités intervenant sur le conditionnement des marchandises ou des conteneurs ne sont pas des activités connexes.

Activité industrialo-portuaire :

Activités participant au service portuaire (activités indispensables au fonctionnement du port) soit générales (capitainerie, réparation navale, déballastage...), soit liées au chargement /déchargement (grues, portiques, bras, aires ou entrepôts de transit directement liés aux installations de chargement/déchargement), soit liées à la réparation navale (opérations de construction, reconversion, réparation, déconstruction, entretien des navires ou tout autre engin/équipement à vocation maritime)...

Activités nécessitant la proximité de la voie d'eau qu'elles sont susceptibles d'utiliser.

Activité relevant de l'intérêt général :

Infrastructures et équipements nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt général (réseaux de desserte, réservoir d'eau, station d'épuration collective...).

Activité sans fréquentation permanente :

Activités au sein desquelles aucune personne n'est affectée en poste de travail permanent, c'est à dire activité ne nécessitant pas la présence de personnel pour fonctionner. La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles (maintenance par exemple).

Aléa :

C'est la probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné, des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée. Par exemple, la probabilité qu'un dépôt de 60 tonnes d'explosifs explose en provoquant une zone de surpression de 20 mbar à 1 723 m, constitue un aléa.

Augmentation notable (du nombre de personnes exposées) :

Une augmentation de nombre de personnes travaillant au sein d'une activité exercée sur le périmètre d'exposition au risque du PPRT sera considérée notable dès lors qu'elle est supérieure à 10 % des effectifs maximum d'ores et déjà présents simultanément au sein de l'activité considérée à la date d'approbation du PPRT.

Autorisation d'occupation temporaire (AOT) :

Les articles L. 2122-6 et L. 2122-9 du code de la propriété des personnes publiques définissent l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public (DPM portuaire) comme un instrument juridique qui permet à la personne publique d'accorder à un tiers un droit d'occupation sur son domaine afin que ce dernier construise ou occupe ou exploite un ouvrage.

Boil-over :

Phénomène dangereux susceptible de survenir sur un bac d'hydrocarbure liquide de viscosité suffisante, conséquence ultime d'un feu de bac se traduisant par la vaporisation instantanée de l'eau présente en fond de bac, ce qui par effet piston propulse le liquide inflammable hors du bac provoquant ainsi une importante boule de feu.

Cartographie des aléas :

Représentation cartographique des aléas obtenue par le logiciel national SIGALEA, suite à l'analyse de l'étude de dangers. Cette cartographie peut au maximum comprendre sept zones de couleurs différentes correspondant au 7 niveaux d'aléas définis par le guide PPRT. Chaque zone étant obtenue par combinaison d'intensités d'effets et de classes de probabilité.

Cinétique (d'un phénomène dangereux) :

Vitesse de développement d'un phénomène dangereux.

Domaine public maritime (DPM) portuaire :

Partie publique de la zone portuaire de BREST, propriété du Conseil Régional de Bretagne qui en a délégué l'exploitation à un concessionnaire (actuellement la Chambre de Commerce et d'Industrie de BREST), inaliénable, sur laquelle des activités privées sont exercées au travers de l'application d'autorisations d'occupation temporaires (AOT).

Effets :

Il y a trois types d'effets possibles pour un phénomène dangereux :

- toxique (lié à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques),
- thermique (continus dus à un incendie ou transitoires dus à un phénomène explosif),
- surpression (suite à une explosion),

Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante :

- indirects (par bris de vitre ou projections),
- irréversibles (provoquant des blessures graves),
- létaux (susceptibles d'entraîner une mortalité comprise entre 1 et 5 % de la population exposée),
- létaux significatifs (susceptibles d'entraîner une mortalité sur plus de 5 % de la population exposée).

Enjeux :

Ce sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

Établissement recevant du public (ERP) :

Notion définie à l'article R 123-2 du code de la construction et de l'habitat selon les termes suivants :

« Constituent des établissements recevant du public, tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non.

Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel.

Les catégories d'ERP sont au nombre de 5 et sont définies par l'article R 123-19 du code de la construction et de l'habitat (CCH) :

Les catégories sont les suivantes :

- 1re catégorie : au-dessus de 1500 personnes ;

- 2e catégorie : de 701 à 1500 personnes ;

- 3e catégorie : de 301 à 700 personnes ;

- 4e catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5e catégorie;

- 5e catégorie : établissements faisant l'objet de l'article R. 123-14 dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

On note que les établissements de la 1re à la 4e catégorie sont également appelés établissements du 1^{er} groupe et ceux de la 5^{ème} catégorie sont désignés comme appartenant au 2^{ème} groupe.»

Étude préalable :

Étude visant à vérifier la faisabilité d'un projet au regard des règles du PPRT, et donc sa conformité au règlement du PPRT.

Attention, cette étude préalable qui vise à déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation d'un projet au regard des contraintes imposées par le PPRT est différente de l'étude spécifique dont l'objet est de préciser les intensités des effets contre lesquels il convient de se protéger.

Établissement recevant du public (ERP) :

Établissement recevant du public abritant des personnes vulnérables et/ou de faible autonomie et/ou à mobilité réduite ou dont le déplacement nécessite un encadrement spécifique (exemples : crèches, halte-garderies, hôpitaux, maisons de retraites, établissements pénitentiaires...).

Doivent également être considérés comme des ERP difficilement évacuables, les ERP accueillant un nombre important de personnes, c'est à dire les ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie, notamment les grandes surfaces commerciales, lieux de manifestations (spectacles, concerts, stades...).

Explosion de bac :

Phénomène dangereux résultant de l'inflammation des vapeurs d'hydrocarbure liquide présentes dans un bac de stockage (ciel gazeux), se traduisant par l'explosion de la capacité, et des effets de surpression importants.

Feu de bac :

Phénomène dangereux résultant de l'inflammation d'un hydrocarbure liquide présent dans un bac de stockage dont le stade ultime peut être un boil-over si la viscosité du produit le permet.

Feu de cuvette :

Phénomène dangereux résultant de l'inflammation d'un hydrocarbure liquide répandu accidentellement dans la cuvette de rétention d'un bac de stockage, se traduisant par des effets thermiques continus de type incendie.

Gravité (des effets d'un phénomène dangereux) :

La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets.

Installation classée autorisée compatible :

Activité relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (Livre V du titre I du code de l'environnement), sous le régime de l'autorisation.

La notion de compatibilité est liée à deux facteurs :

- le nombre de personnes associées qui ne doit pas faire basculer les sites SEVESO à l'origine du risque en situation d'inacceptabilité au regard des critères de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.
- le type d'activité exercée qui ne doit pas être de nature à augmenter le risque en termes de probabilité (activité dangereuse) ou d'intensité (effets dominos, sur-accidents).

Intensité (des effets d'un phénomène dangereux) :

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures.

Périmètre d'exposition aux risques du PPRT :

Ce périmètre est le cumul des enveloppes des zones réglementées du PPRT. Il est défini par une ligne rouge sur le plan de zonage réglementaire.

Risque supplémentaire (notion d'activité n'engendrant pas de) :

Un risque résulte de la combinaison d'un aléa et d'un enjeu, la notion de risque supplémentaire correspond à toute évolution qui contribuerait à augmenter les enjeux (ajout de personnes supplémentaires par exemple) ou les aléas (activité de nature à accroître la probabilité, la gravité ou l'intensité d'un danger).

Risque technologique :

C'est la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux.

Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la gravité et la probabilité.

UVCE :

Acronyme de « Unconfined Vapour Cloud Explosion », explosion d'un nuage de gaz en milieu non confiné.

Phénomène dangereux susceptible de survenir suite à l'inflammation d'un nuage résultant de la perte de confinement accidentelle de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou de tout autre liquide inflammable volatil (essence).

Vulnérabilité :

La vulnérabilité est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné.

Par exemple, on distinguera des zones d'habitat des zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

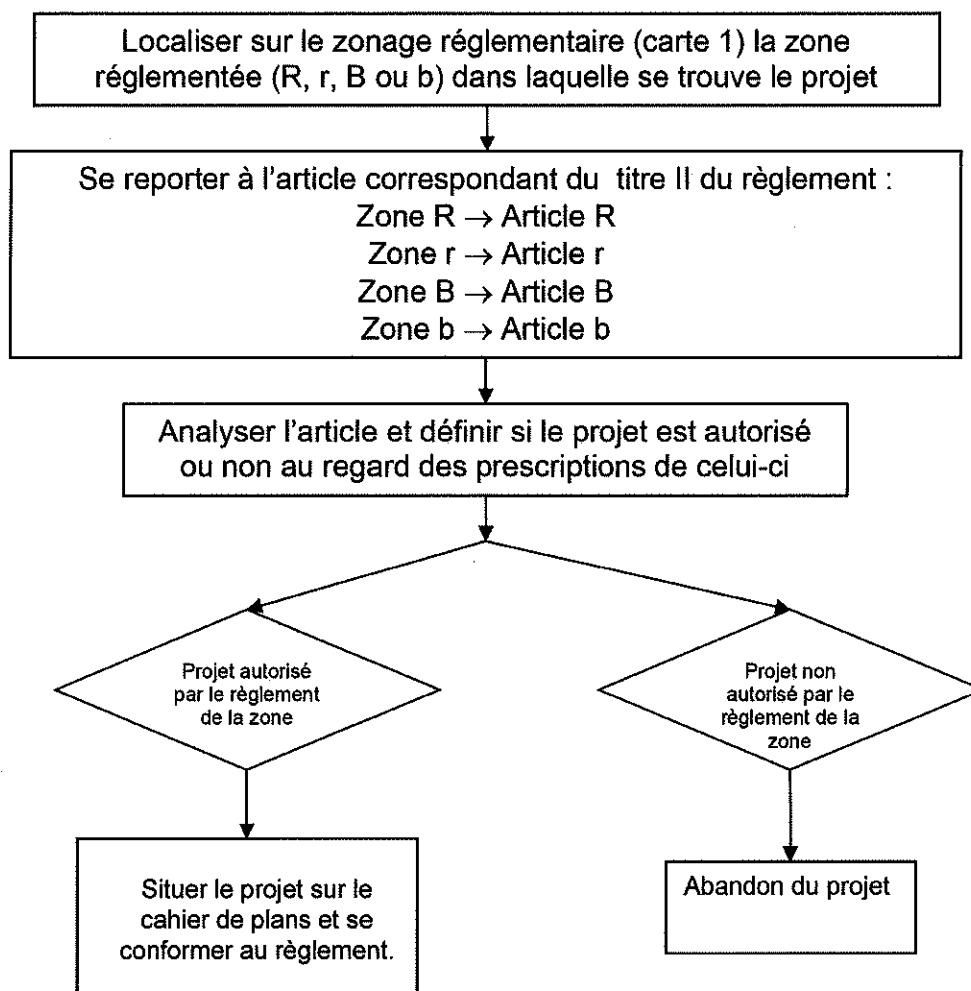
Zonage réglementaire du PPRT :

Cartographie du PPRT opposable aux tiers, représentant les 4 zones réglementées et les secteurs de mesures foncières ou de restrictions d'usage du PPRT, indissociable du règlement.

Nota : Les règles d'utilisation et d'occupation des sols qui s'appliquent à tout projet sont celles de la zone dans laquelle est situé le projet. Si l'emprise au sol de la future construction est intersectée par deux zones réglementaires, les règles d'utilisation et d'occupation des sols de la zone la plus contraignante s'appliquent au projet.

Annexe 1 :
Mode d'emploi du présent règlement
pour la définition des objectifs de résistance à retenir en cas de :

- **Travaux de renforcement de l'existant**
- **Nouvelle construction avec travaux de renforcement**
- **Travaux d'extension de l'existant**



Tout projet est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction
Départementale des
Territoires et de la Mer

Risques Technologiques

PPRT

PORT DE BREST

Plan de zonage réglementaire
Ech. 1/5000
STOCKBREST 1 & 2

Source de la donnée : DDTM 29 sur la base
d'informations fournies par la DREAL BRETAGNE
2025

Zone grisée

Zonage réglementaire

Zone R à vocation d'interdiction stricte

Zone r à vocation d'interdiction sous réserve

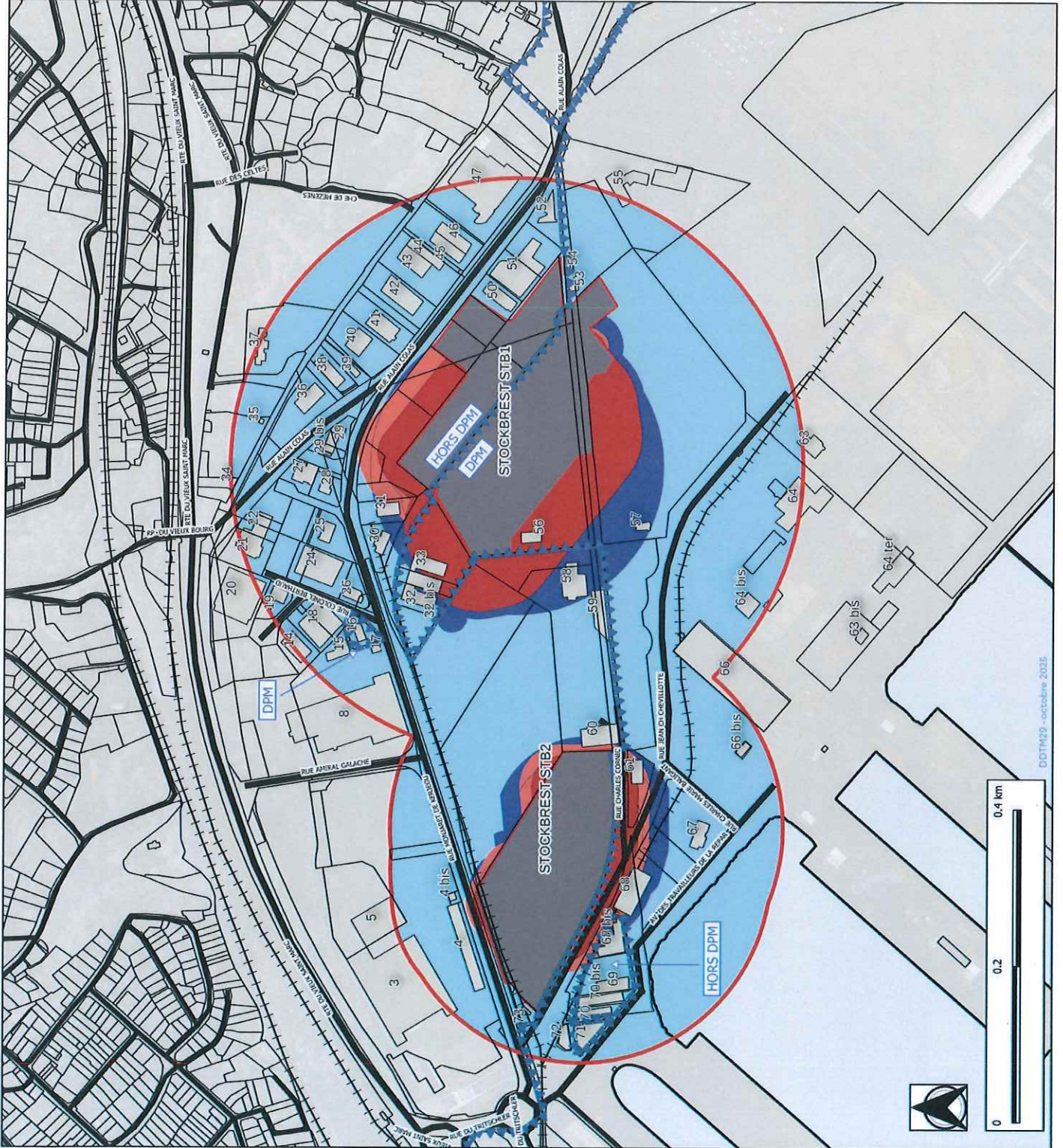
Zone B d'autorisation sous réserve

Zone b d'autorisation limitée

Périmètre d'exposition aux risques

Enjeux

Limites du domaine public maritime



PPRT PORT DE BREST

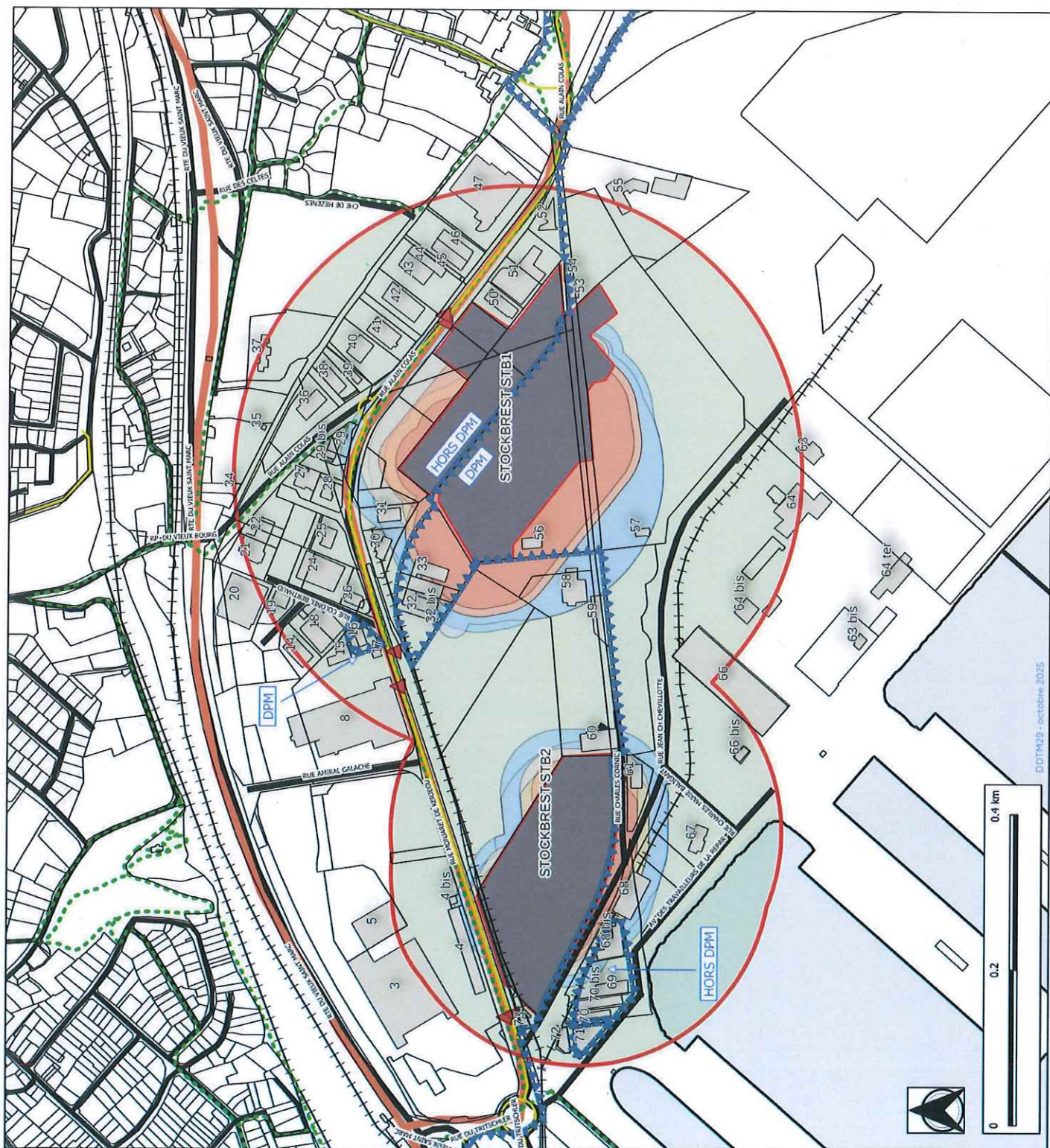
Aléas globaux
Ech. 1/5000
STOCKBREST 1 & 2

Source de la donnée : GéoPaysdeBrest / DDTM 29
sur la base d'informations fournies par la DREAL
BRETAGNE 2025

Aléas globaux

- Aléas Globaux - Cinétique rapide - TF+
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - TF
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - F+
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - F
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - M+
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - M
- Aléas Globaux - Cinétique rapide - Fai

- Périmètre d'exposition aux risques
- Etablissements à l'origine du risque
- Enjeux
- Lignes de bus (Bibus, Breizh Go,...)
- ▲ Arrêt bus
- Aménagement cyclable
- Chemin de randonnée
- ++ Voie ferrée
- Voirie structurante
- Limites du domaine public maritime





Hôtel de métropole / 24, rue Coat-ar-Guéven / CS 73826- 29238 Brest cedex 2
02 98 33 50 50 / plan-local-urbanisme@brest-metropole.fr / www.plu.brest.fr